

Les Possibles — No. 03 Printemps 2014

Sport, infrastructures et totalitarismes

vendredi 23 mai 2014, par Michel Caillat

Personne ne peut le nier : le sport sature notre espace et notre temps. Or, malgré ses centaines de millions de licenciés sur la planète (15 millions en France), ses milliers d'heures d'antenne à la radio et à la télévision, ses milliards de téléspectateurs, son intégration totale à « l'économie-monde », son implacable marchandisation, sa puissance idéologique, son pouvoir sur les corps, son vocabulaire qui inonde la sphère politique et médiatique, malgré son omniprésence dans la vie quotidienne, il reste un sujet méconnu et tabou. La place centrale qu'il a prise dans nos sociétés semble le protéger de la critique.

Une des propriétés importantes du champ sportif – plus que de tout autre – réside dans le fait qu'il enferme de l'impensable, c'est-à-dire des choses qu'on ne discute même pas, qui sont admises comme allant de soi. Sportifs et non-sportifs, hommes politiques, intellectuels et militants dits progressistes « glissent » sur l'institution, soit par amour aveugle (« *Ne touchez pas à ma religion* »), soit par dangereux désintérêt de connaissance (« *Le sport, je m'en moque, ça ne m'intéresse pas* »), avec souvent, en plus, la peur de se désolidariser d'activités massives dites populaires et festives.

L'aveuglement

Serait-ce donc mépriser le peuple que de tenter de lui faire prendre conscience des enjeux du phénomène de masse dominant de notre temps ? Sa popularité permet-elle de l'exonérer de toute analyse et de toute critique ? N'est-il pas temps de désenchanter le monde du sport en se posant un certain nombre de questions : pourquoi a-t-il pris une place aussi considérable dans notre quotidien ? Qu'est-ce qui fait courir les foules derrière des équipes ? Comment expliquer que tant de salariés s'identifient à des champions qui gagnent en un ou deux mois ce qu'ils ne gagneront pas durant toute leur vie ? Pourquoi les inégalités colossales, les tricheries et la corruption violemment condamnées ailleurs sont-elles si facilement tolérées dans le milieu sportif ? Qu'en est-il de l'idéal proclamé quand s'étalent en permanence l'argent fou, les faits de violence, le dopage, le racisme, le sexisme ? Bref, quelles valeurs véhicule réellement le sport ? Quelle est sa philosophie ? L'esprit olympique – et plus globalement l'idéal sportif – est-il autre chose qu'une pure construction idéologique ?

Le sport reste un impensé parce qu'il fait l'objet non pas de connaissances mais de croyances, d'adoration aveugle ou de rejet irréfléchi. Il est toujours vu comme un divertissement, un jeu neutre et innocent alors qu'il est – on peut utiliser le terme qu'on veut – une institution, un appareil idéologique, une superstructure ou, comme l'aurait dit l'ethnologue Marcel Mauss, un « *fait social total* » c'est-à-dire un phénomène aux

multiples implications politiques, idéologiques, économiques, sociales, mythologiques et culturelles.

La banalisation du mot « sport », c'est-à-dire son extension à toutes les formes de pratiques physiques, anéantit la réflexion. Si toute activité physique est qualifiée de sport, alors le débat est impossible. Le sport doit être bien défini : c'est un ensemble de situations motrices, compétitives, codifiées et institutionnalisées. Loin d'être une question mineure, il est la réfraction symbolique d'une « civilisation » donnée : celle façonnée par le capitalisme. Il joue un rôle important dans la reproduction sociale en distillant les valeurs de l'idéologie dominante et en leur donnant une existence pratique quasi naturelle dans l'organisation de la compétition, double parfait de la compétition économique. Mais le sport ne pourrait pas fonctionner sans un « esprit du sport », c'est-à-dire sans une adhésion subjective des individus. Quand le social sportif s'incorpore et s'intériorise, il se transforme en inconscient social.

Les programmes de grands travaux (édification de stades monumentaux et de salles majestueuses) illustre malheureusement cette radicale incapacité à comprendre le monde sportif, mais plus encore la forte volonté du plus grand nombre de ne rien en savoir. Tous les grands événements conduisent les gouvernements à faire une démonstration de leur puissance à travers une politique de construction d'équipements démesurés qui doit être combattue pour des raisons économiques, écologiques et politiques. La multiplication des organisations d'épreuves nationales et internationales accroît le phénomène de sportivisation des nations, c'est-à-dire à la fois l'omniprésence du sport dans la vie des populations, l'extension de son influence à l'ensemble des activités du pays, mais aussi le quadrillage des pays par des temples, cathédrales et mecques où les « dieux du stade » se retrouvent devant des foules de fidèles hystériques et en extase.

Dès l'origine du sport moderne, à la fin du XIX^e siècle, les conditions matérielles de la pratique se sont posées. Il faut offrir aux sportifs la possibilité d'évoluer dans le cadre d'espaces fermés. Des stades, des salles, des pistes, voient le jour et cet

environnement original « *fabrique des conduites de vie* », comme l'écrit fort justement l'architecte Marc Perelman [1]. La construction des équipements sportifs est comme le sport en général : ni neutre, ni anodine. Malheureusement, ce processus d'édification de gigantesques « machines à jouer » idéales pour fabriquer des comportements types est rarement à l'origine de fortes mobilisations. Le Stade de France est un bel exemple de consensus inavoué. Implanté sur le site de la Plaine Saint-Denis, il a fait l'objet dans les années 1990 de querelles politiques sur son emplacement mais jamais ne fut publiquement débattue la nécessité de ce projet mirifique de « Grand stade » dans une zone à la population souvent mal logée et sans travail. En octobre 1993, seuls le choix du Premier ministre Edouard Balladur, opposé au projet « socialiste » de Melun-Sénart, et le coût (365 millions d'euros hors taxes) furent mis en question.

Vingt ans plus tard, le projet de grand stade de rugby dont l'inauguration est prévue fin 2017 ne soulève pas davantage de protestations. Le site de Ris-Orangis-Évry (Essonne), terre de prédilection du Premier ministre Manuel Valls, a été préféré en 2012 à l'autre finaliste, Thiais-Orly (Val-de-Marne). Ce stade fait l'objet d'un débat public confiné, donc peu audible. D'une capacité de plus de 80 000 places, il sera financé par la FFR (Fédération française de rugby), sur ses fonds propres (200 millions) et par le recours à l'emprunt (400 millions). Un projet de naming (forme de sponsoring consistant pour un stade ou une salle à intégrer pour une durée déterminée le nom d'une grande marque) est à l'étude. Mais la facture ne s'arrête pas là. Les collectivités territoriales s'engagent à couvrir l'emprunt et à financer les acquisitions foncières ainsi qu'une partie des ouvrages et travaux nécessaires à l'accès au site et aux parkings pour un montant évalué, en juin 2012, à 118 millions d'euros.

Coûts financiers et écologiques

Comme toujours, dès qu'il s'agit d'organisation d'événements ou de constructions d'équipements sportifs, l'aspect rentable de l'opération est avancé : « *Le business plan, établi par la FFR et conforté par un cabinet de stratégie de renommée internationale, confirme la viabilité économique du projet* » peut-on lire sur le site de la fédération qui ajoute : « *Le Grand Stade de la FFR constitue une opportunité unique de développement pour le territoire d'accueil. Ce projet d'investissement privé va générer immédiatement et à moyen terme d'importantes retombées économiques tant en matière d'emplois que de création de richesses. Seront également à prendre en compte les autres investissements privés sur les opérations de logements, de commerces et d'hôtels prévues dans la programmation urbaine autour du stade.* » Discours typique de défense des constructions colossales où la propagande pro-sportive vante, contre toute évidence, l'impact positif des méga-événements sur l'économie du pays. Non seulement on connaît les dangers à terme des partenariats public-privé (PPP) mais, l'histoire le montre, on feint d'ignorer les vraies retombées économiques souvent surévaluées pour des raisons politiques. Dans

l'anonymat des « beautés sportives », une fois de plus, on va privatiser les bénéfices et socialiser les pertes.

Tous ces projets sont défendus au nom des plus belles causes : créer un lieu de vie à partir duquel la ville va se redéfinir, fonder un cœur d'activités, aménager un espace de convivialité pour les familles, saisir l'occasion rare d'affirmer une ambition architecturale, créer des emplois, et surtout montrer la crédibilité du pays et sa capacité à rayonner sur le plan international. Certains voient même dans ces infrastructures démentielles « un signe de civilisation ».

Généralement, les critiques formulées portent d'une part sur le coût financier, d'autre part sur les destructions écologiques des projets. À Sotchi, par exemple, les Jeux olympiques les plus chers de l'histoire ont coûté près de 40 milliards d'euros. Trois fois plus que prévu. Damesure, corruption, expropriations, pollution ont accompagné ce chantier pharaonique sans soulever de vives protestations à l'extérieur de la Russie. Les ONG (organisations non gouvernementales) ont parlé de la compétition olympique la plus polluante de l'histoire et déploré des dégâts parfois irréversibles pour l'écosystème local sans être écoutées. Les atteintes permanentes aux droits de l'homme et les lois homophobes n'ont pas non plus perturbé les amoureux du sport (champions, dirigeants, journalistes, personnel politique) qui ont participé dans la bonne humeur à la grande fête universelle de la fraternité et de la loyauté. « *Et maintenant, place au sport* » nous a dit dans une formule terrible et absurde la ministre Valérie Fourneyron à la veille de l'ouverture des Jeux dans la Russie de Vladimir Poutine.

Les droits des sportifs passent toujours avant les droits de l'Homme. À Berlin en 1936 comme à Moscou en 1980, à Sotchi en 2014 comme à Pékin en 2008. Rappelez-vous : « *J'invite les sportifs à accompagner la Chine vers l'ouverture, la tolérance, vers le progrès, vers le respect des valeurs qui sont les nôtres (...). J'aurai l'occasion de parler de tous les sujets* », déclarait le président de la République Nicolas Sarkozy en août 2008. Discours médiocre, banal dont chacun peut mesurer aujourd'hui l'inanité et l'imposture.

La Coupe du monde au Brésil (12 juin-13 juillet 2014) ne fera sans doute pas davantage réagir le monde du sport. 11 milliards de dollars ont été investis dans cette organisation de prestige deux ans avant les Jeux olympiques de Rio. La révolte sociale autour de la santé, de l'éducation, contre les privatisations et pour la défense des services publics, assez forte en 2013, sera sans doute étouffée par tous les moyens au moment de la compétition. Le gouvernement a déjà répondu à toute critique sur cet argent mal dépensé : « *Ce serait recevable si nous avions réduit les investissements dans l'éducation et la santé pour construire des stades. Mais c'est l'inverse que nous avons fait. L'étincelle des manifestations de juin 2013 a été la question des tarifs des transports publics, précisément le principal poste d'investissement pour le Mondial. Ce mouvement de protestation aux revendications très diverses, transports, puis santé et éducation, n'était pas centré sur la Coupe du monde mais il a coïncidé avec la tenue de la Coupe des confédérations. La*

majorité des participants soutenaient le Mondial. » Luis Fernandes, le représentant du gouvernement au sein du Comité local d'organisation du Mondial, risque malheureusement d'avoir raison.

En France, le discours répétitif sur le manque de grandes infrastructures (indispensables si le pays veut être compétitif !) ne choque pas grand monde. Une pétition contre la rénovation et la construction des stades pour l'Euro 2016 a recueilli 200 signatures en deux ans [2]. Il est à noter qu'au même moment, plus de 50 000 personnes ont signé la pétition contre l'agrandissement du stade Roland Garros cher aux amoureux du tennis. Une pétition intéressante mais qui limite le débat à des frontières bien définies, sans remettre en cause l'idéologie même des projets. On peut y lire : « *Est-il raisonnable que la FFT envisage de saccager le jardin et les Serres d'Auteuil alors qu'il existe d'autres solutions d'agrandissement ? Est-il même raisonnable, à l'ère du Grand Paris, d'envisager un agrandissement du stade Roland-Garros actuel, alors qu'avec ses 8,5 hectares on ne trouvera jamais sur place l'espace lui permettant de rivaliser avec les trois autres sites du Grand Chelem, qui s'étendent sur 17 à 20 hectares ?* »

L'interrogation sur « l'idéologie des arènes sportives », ces puissants appareils de coercition spatiale, n'est pas posée. Pour l'Euro 2016 en France, ce qui préoccupe un peu – et ce n'est pas rien – ce sont les deux milliards d'euros qui vont être engloutis dans des stades réservés à l'élite à l'heure où les terrains, gymnases des villes et des villages sont très souvent vétustes, dégradés, voire délabrés. Le choix des grands équipements est évidemment un choix politique. Et ce qui vaut pour les stades vaut pour les salles. Le rapport Arenas 2015 [3], remis en 2010 à la ministre Rama Yade, en dit long sur la philosophie de ce type de projet, où dominant les mots rentabilité, compétitivité, zone de chalandise, clientèle (et non plus spectateurs), et où est encouragée exclusivement la pratique de haut niveau, le sport spectacle et le « sport fric ».

Les arènes totalitaires

Dans toutes les analyses, il manque le plus souvent l'essentiel : le sens qu'il faut donner à la mise en place de ces infrastructures, le rôle politique qu'elles ont joué hier et joueront demain en tant que phénomène d'écrasement des consciences. Car, derrière les discours sur les choix plastiques et techniques des équipements, sur leurs coûts financiers et écologiques, se cache leur fonction idéologique et pratique, à savoir l'encadrement des individus et la démonstration de force des régimes en place. Ces nouveaux édifices urbains, où s'expriment dans l'indifférence les joies du sport et la mort des classes sociales, encouragent les regroupements grégaires d'une communauté émotionnelle qui prend en compte inconsciemment les fonctions étatiques de répression, de contrôle, d'embrigadement. Il y a pénétration profonde de « valeurs » à l'intérieur des masses.

Dans un livre très riche, Daphné Bolz [4] explore cet aspect trop méconnu des régimes totalitaires : l'architecture sportive au service de l'idéologie. Dans l'Italie de Mussolini comme dans l'Allemagne de Hitler, le sport devient, « *une technique privilégiée pour uniformiser les pensées et les comportements* ». Daphné Bolz note que ce phénomène est d'autant plus dangereux qu'il s'exprime de la façon la plus efficace : « l'imperceptibilité ». Loin d'être des espaces neutres idéologiquement, les grandes infrastructures sont l'expression concrète du politique : « *Pour toutes les dictatures, le sport est une métaphore des tranchées et une préparation aux guerres futures* ». Le fascisme et le nazisme l'ont bien compris en élaborant non seulement des programmes de formation sportive de la jeunesse, mais aussi des programmes de construction sportive sans précédent dans l'histoire.

En Italie, Mussolini inaugure en 1926 le *Littoriale* de Bologne qui peut accueillir 27 000 spectateurs. Ce premier grand stade fasciste devient le modèle type du stade dont les communes importantes doivent être équipées (des plans types sont distribués aux communes qui le demandent). Comme le note Daphné Bolz, l'inauguration des stades devient l'occasion d'organiser des fêtes fascistes. Elles doivent avoir lieu obligatoirement le jour anniversaire de la marche sur Rome, soit le 28 octobre [5]. Au total, 433 stades sont inaugurés le 28 octobre 1929. Ils servent la propagande grâce à une « *mise en scène de masses disciplinées, une mise en évidence de la bonne organisation fonctionnelle permise par le fascisme* ».

En Allemagne, après la démonstration hitlérienne des Jeux olympiques de Berlin en 1936 – des Jeux qui ont « *magnifiquement servi l'idéal olympique* » selon Pierre de Coubertin – une très forte impulsion est donnée à la création d'équipements sportifs. Pas seulement aux équipements grandioses, mais bien davantage aux équipements « légers » afin que le sport soit intégré au quotidien des populations : stades, gymnases, mais aussi piscines sortent de terre à vitesse accélérée. Chez les nazis, l'architecture a d'emblée un rôle politique car l'art doit révéler le génie aryen. Tous les régimes totalitaires utilisent le sport et ses lieux grandioses pour « montrer leurs muscles » et mettre en scène les nouveaux héros de la patrie. Le monumentalisme architectural sert au prestige national et au façonnement des masses à l'heure où l'idée de nation sportive et même de sport-nation prolifère dans tous les foyers soumis au flot planétaire d'images sportives.

Le développement d'office du sport par les gouvernements fascistes, nazis, staliniens, au point de devenir un des éléments constituants indispensables de ces régimes, devrait conduire à se poser cette question : est-ce un hasard si tous les États totalitaires chérissent le sport ? La réponse qu'on peut donner, au risque de secouer les habitudes de pensée et de marquer les esprits assoupis, est la suivante : si le sport est, a été et sera si facilement utilisé par les dictatures, c'est sans doute parce que ses objectifs correspondent bien aux objectifs de ces États.

Pour reprendre une expression de l'historien Zeev Sternhell, nous avançons que le sport est un « *phénomène d'imprégnation* »

fasciste » pour deux raisons : d'une part, on retrouve en lui certains éléments principaux du fascisme : l'obsession de la pureté de la race (« *Il faut rebronzer la race* » selon les mots de Coubertin), le redressement des faibles, le dégagement de l'élite, l'encadrement de la jeunesse, la mobilisation des masses, l'omniprésence de la propagande. D'autre part, parce qu'il véhicule toute une série de valeurs et de préjugés qu'on retrouve toujours dans les États totalitaires : le culte des forts, le nationalisme, le chauvinisme, le sens de l'ordre, le sexisme, le racisme, le dépassement de soi, la jouissance dans la souffrance. Il est significatif de remarquer que le véritable avènement du sport se constate avec l'avènement du fascisme dans les années 1930.

Il est vrai que partout, et pas seulement dans les dictatures, les classes dominantes ont parfaitement compris l'intérêt de la sportivisation de l'espace et du temps. Elle sert leur pouvoir d'autant plus facilement que les partis progressistes d'opposition n'en font pas un terrain de lutte. Or, qui conduit un combat politique contre l'injustice fondamentale de l'ordre du

monde, pour des valeurs humanistes ne peut ignorer ce produit spectaculaire et idéologique qu'on appelle « le sport », produit diffusé sur toute la planète qui a partout des effets très observables sur les corps et sur les esprits. Qui ne s'indigne plus consent.

Le sport est un outil de dépolitisation par le recours à l'affectif, à l'émotionnel, à l'instinctif, l'ensemble s'effectuant au détriment de l'intelligence et de la raison. Il impose toute une série de fins indiscutées (la croissance indéfinie des performances, l'impératif permanent de compétition et de compétitivité, l'absolue nécessité de la victoire, etc.), et, du même coup, il impose un idéal humain. On nous dit : « *Le sport est populaire* ». Il l'est, mais nous serions tentés d'ajouter avec Hannah Arendt : il est populaire « *comme les plus sombres dictatures* ». Arendt avait bien vu le fait trop négligé que les plus sombres dictatures jouissent, souvent, d'un réel soutien populaire. Le fait que la majeure partie de la population fortement conditionnée accepte la société sportive telle qu'elle est ne rend pas ladite société plus rationnelle et moins critiquable.

Notes

[1] À lire, deux ouvrages importants de Marc Perelman, [Le Stade barbare, La Fureur du spectacle sportif](#), Paris, Mille et une nuits, 1998, et *L'ère des stades, Genèse et structure d'un espace historique*, Gollion (Suisse), Infolio Éditions, 2010. Dans ce livre majeur, à la fois historique et sociologique, l'auteur, architecte et professeur d'esthétique, montre que le stade est devenu une puissance visuelle ostensible magnétisant les foules fascinées. La rigueur de sa géométrie en anneau participe du façonnement de la masse qui clame sa soumission à l'ordre de la compétition sportive au sein d'un espace clos et dans un temps rythmé par les prouesses des athlètes.

[2] Voir http://www.petitions24.net/non_a_leuro_2016.

[3] Voir une analyse détaillée du Rapport Arenas sur le [blog du CACS](#) (Centre d'analyse critique du sport).

[4] Daphné Bolz, *Les arènes totalitaires, Hitler, Mussolini et les jeux du stade*, Paris, CNRS Éditions, 2008.

[5] La Marche sur Rome est la marche des chemises noires de [Mussolini](#) vers la capitale de l'Italie le 28 octobre 1922, qui conduira le lendemain (le 29 octobre 1922) le roi Victor-Emmanuel III à demander à Mussolini de former le nouveau gouvernement.